## ABDELAZIZ BÉLAÏD, PRÉSIDENT DU PARTI AL MOSTAQBAL :

# «La situation politique dans le pays est délétère»

***«Le climat politique dans le pays est délétère. Nous sommes arrivés devant une vraie impasse !» C'est ce que constate le président du parti du front El Mostaqbal et candidat à la dernière élection présidentielle, Abdelaziz Bélaïd, hier samedi à l'occasion de la conférence nationale des élus de sa formation politique.***

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir) -** Il citera comme exemple la dernière affaire qui a défrayé la chronique, celle des 19, ou, plus précisément, des «19-3». «Tout le monde, y compris un simple citoyen a le droit d'interpeller le président de la République. Là n'est pas le problème. Reste maintenant les arrière-pensées. S'agissant de cette question ou pas, seules des institutions constitutionnelles sont habilitées à s'y prononcer. Pour le reste, la fonction présidentielle doit être respectée (…) Moi, je n'ai pas à me prononcer sur cette question. Je ne l'ai pas fait pendant la présidentielle et ce n'est pas aujourd'hui que je vais le faire. Moi, comme tout le monde, je vois à la télévision le chef de l'Etat recevoir des invités étrangers. Je m'en tiens à cela. Mais en même temps, nous assistons à une armada de responsables qui s'érigent en avocats du président de la République. Est-ce un Président d'un parti ou le Président de tous les Algériens ?». Autrement dit, Abdelaziz Bélaïd dénonce la polémique autour de cette question. «Cela a créé une polémique et une agitation stérile et inutile dans le pays. A terme, de telles polémiques sont de nature à nuire à la stabilité du pays.» Cela , avant de s'expliquer davantage : «Nous assistons ces derniers temps à des polémiques, des tiraillement, qui ont lieu y compris au sein du pouvoir. Les alliances sont, non plus autour des positions mais autour d'intérêts. Et on a de tout dans cette affaire : il y a des lobbies de l'argent, de l'étranger, des tiraillements liés à la guerre de succession, etc.» Bref, «la situation générale dans le pays se caractérise par un flou total, sur le plan politique». Et à la gravité de la situation politique, enchaînera encore Abdelaziz Bélaïd, s'ajoute la crise économique, qui est bien réelle en plus d'une crise sociale, la plus dangereuse d'entre toutes les crises». S'adressant aux élus de son parti, Bélaïd dira encore : «De nos jours, même les élections sont devenues un grand marché ! Et encore, le marché à proprement parler a ses règles, mais pas ce genre d'élections. Nous nous apprêtons à prendre part à des élections sénatoriales. Eh bien, moi, je ne vous donne aucune consigne de vote. C'est à chaque élu de se déterminer, en fonction de sa conscience, de la carte politique locale, de ce qu'il estimera le meilleur pour la wilaya et la nation.»

Photo : DR

Belaïd dénonce la polémique.

Evoquant, par ailleurs, la situation des élus au niveau local et national, le président du front Al Mostaqbal la comparera à «une vraie pièce de théâtre. Comment expliquer, sinon, que l'élu local est devenu au service de l'administration, du chef de daïra, etc. Quant aux élus APW, c'est encore pire. Certains de ces élus donnent même l'impression de travailler chez le wali ! Cela, au lieu que l'APW tienne lieu d'un vrai parlement local pour débattre et décider des questions liées à la vie de la wilaya et du citoyen». Abdelaziz Bélaïd plaidera, ce constat fait, pour la réhabilitation de l'élu, tant local que national. Sur un tout autre plan, et à l'occasion de la conférence d'hier vendredi, organisée à l'hôtel Ryadh à Alger, le député ex-FFS de Béjaïa, Khaled Tazaghart rejoint officiellement le parti de Abdelaziz Bélaïd. Au même titre que quatre autres élus de l'APW de Béjaïa également transfuges du FFS.

**K. A.**

## LE PRÉSIDENT DE LA CGEA, HABIB YOUSFI :

# «Les pouvoirs publics ne doivent pas différencier entre les organisations patronales»

***L'exécutif ne doit pas différencier entre les organisations patronales mais doit appliquer la législation régissant le dialogue social, considère le président de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA), Habib Yousfi, constatant la propension du gouvernement à «se pencher vers le Forum des chefs d'entreprises».***

**Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) -** «Dans l'étape actuelle, lorsqu'il y a une réunion tripartite (gouvernement-UGTA-patronat), les pouvoirs publics doivent appliquer la loi 90-11 relative aux relations de travail notamment», revendique le président de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA).

Jeudi dernier, en marge des travaux constitutifs de la création d'une Confédération nationale des femmes managers, Habib Yousfi a précisé que la législation en vigueur «dispose que les organisations à caractère syndical agréées ont seules la possibilité de participer au dialogue social». Mais «ce n'est pas le cas», dira le président de la CGEA qui observe la participation aux rencontres tripartites d'une association patronale, le Forum des chefs d'entreprises (FCE) qui ne dispose pourtant pas d'un agrément syndical. Ainsi, il relève que la loi accorde le droit syndical «à des conditions» dont celle de couvrir un certain nombre de wilayas du pays. En ce sens, le président de la CGEA tiendra à présider que son organisation qui couvre déjà 28 wilayas œuvre progressivement pour «compléter sa représentativité à l'échelle des 48 wilayas du pays». Ceci en observant que la représentativité d'une organisation patronale s'apprécie au regard de la dynamique de structuration horizontale et verticale, choix des représentants sur la base de l'élection et non de la désignation. Ce qui n'est pas le cas de toutes les associations patronales. Certes, Habib Yousfi concédera que les pouvoirs publics puissent se soucier de «rassembler» toutes les forces vives. Néanmoins, ce dirigeant patronal déplorera le fait que «l'Etat fasse du marketing, se penche vers le FCE». Ce que la CGEA considère comme «illogique», dans la mesure où «l'Etat doit être neutre. Il n'a pas à différencier entre organisations patronales». Et cela même si Habib Yousfi ira jusqu'à considérer, une appréciation négative qu'il «assume», les autres structures patronales comme «des coquilles vides».

### «C'est une crise que nous vivons»

Auparavant, le président de la CGEA avait observé que l'Algérie «traverse actuellement une période extrêmement difficile». «Nous constatons une baisse drastique de nos exportations d'hydrocarbures, ce qui implique que nos rentrées en devises, nos revenus financiers diminuent de plus en plus», constatera Habib Yousfi. Voire, «c'est une crise que nous vivons», dira-t-il, notant que l'Algérie n'a «aucune maîtrise sur les prix du pétrole». Dans ce contexte, le dirigeant de la CGEA réitérera sa conviction qu'il «est indispensable de se déconnecter de la rente pétrolière», en arguant que notre pays dispose de multiples atouts et potentialités lui permettant de réaliser cette déconnexion. «Qu'est-ce qui nous empêche aujourd'hui d'œuvrer dans le domaine de l'agriculture ?», s'interrogera Habib Yousfi. Il estime opportun de valoriser, mobiliser le potentiel agricole et agroindustriel dont dispose le pays, en vue de couvrir les besoins, se libérer totalement de la dépendance de l'extérieur et développer l'exportation des surplus. «Nous disposons de cultures bio. C'est une niche de recettes en devises», notera-t-il.

Autre niche, la nécessité de valoriser «la beauté du pays», les ressources naturelles et climatiques du pays, de «booster le développement du tourisme», relève le président de la CGEA. «L'Etat devrait comprendre que c'est une démarche stratégique et qu'il doit l'inscrire», prône Habib Yousfi, d'autant que le développement du tourisme n'en est qu'à ses balbutiements.

### Repenser la création d'entreprises, le rôle des services

Au-delà de ces deux facteurs propices à «la déconnexion de la rente», le président de la CGEA relèvera également la nécessité de repenser la politique de création d'entreprises. «J'ai explicité à maintes reprises que le dispositif de l'Ansej n'était pas rentable», affirme-t-il dans la mesure où il est inopportun de «donner des crédits à des jeunes sans perspectives».

Ainsi, Habib Yousfi prônera la nécessité d' «associer des jeunes, soucieux de s'insérer dans le marché entrepreneurial, avec des universitaires, des techniciens aptes à les aider à se développer». Voire, «les crédits ne peuvent être débloqués que sur la base d'une vision claire, susceptible de donner des résultats probants», relève le leader de la CGEA qui estime que cela contribuera à «régler le problème de l'employabilité des jeunes et leur insertion dans le domaine industriel». Il s'agit également, dans le domaine des services, de valoriser le rôle de «ceux qui ont des capitaux et qui doivent y investir», note Habib Yousfi qui estime que «l'Etat doit ouvrir ce secteur, encourager les détenteurs de capitaux à les injecter dans l'économie». De fait, il s'agit de bâtir une stratégie efficiente en termes de développement, création de richesses et «émergence», d'«aller vers un consensus», inciter «les pouvoirs publics à se mouiller davantage» et «mobiliser tous les opérateurs économiques, sans exception et même le secteur public», observera Habib Yousfi.

Photo : DR

Habib Yousfi, président du CGEA.

### Une confédération des femmes managers lancée

Par ailleurs, le président de la CGEA évoquera l'engagement de son organisation à œuvrer en faveur de «la femme algérienne, lui donner l'occasion de s'exprimer, de travailler et de contribuer à la création de richesses». Et c'est dans cette finalité qu'a été lancée jeudi la Confédération nationale des femmes managers (CNFM), une nouvelle organisation 100% féminine mais indépendante de la CGEA qui lui assure uniquement une aide logistique. Ouverte à «toutes les femmes actives et qui opèrent dans tous les secteurs d'activité (artisanat, industrie, services…), cette confédération sera vouée, explicitera sa présidente, Saïda Neghza, également vice-présidente de la CGEA, à accompagner, assister l'entrepreneuriat féminin, en termes de formation, mise à niveau, conseil juridique… La CNFM pourra ainsi bénéficier de l'expertise en ce domaine de l'Union méditerranéenne des confédérations d'entreprises (Business Med), une organisation régionale dont Saïda Neghza est actuellement la vice-présidente, mais aussi de l'accompagnement du Bureau international du travail (BIT). Après la mise en place de son bureau national, la CNFM tiendra sa première assemblée générale le 7 décembre prochain et lancera le processus de structuration et d'élaboration de son plan d'actions. Notons que cette confédération argue d'une représentativité de 38 wilayas et de l'implication de 500 membres fondatrices, avec l'objectif d'atteindre «les 1,5 million d'adhérentes», escompte Saïda Neghza.

**C. B.**